



deboutcongolais.info

Coordination des forces Lumumbistes Mulelistes Kabilistes



Cahier de formation n° 1

Le projet de société de Mzee Kabila : Le Pouvoir Populaire

4 décembre 2005

C'est le 21 janvier 1999 que le Président Laurent Désiré Kabila a développé au Palais du Peuple, devant une salle pleine, ses idées sur les Comités du Pouvoir Populaire, son projet de société.

La plupart des Congolais se sont étonnés : d'où vient cette idée?

Cette question montre bien comment la dictature néocoloniale a effacé toute l'histoire du nationalisme révolutionnaire au Congo !

1. Au Congo, le Pouvoir Populaire a une longue histoire...

En effet, en 1999 Kabila a simplement repris l'idée-clé du Conseil National de Libération qui dirigea la grande révolution muleliste en 1964-1965.

Dans son Programme du 15 avril 1964, le CNL formulait ses objectifs de la façon suivante :
« Restaurer la souveraineté populaire ; reconquérir l'indépendance nationale ; rétablir la liberté et la démocratie nationales ; restituer le patrimoine et les richesses nationales au peuple souverain et

*travailleur ; établir un **gouvernement révolutionnaire, national et populaire** ».*¹

L'idée du pouvoir national et populaire est donc aussi vieille que la révolution congolaise.

Dans le maquis de Pierre Mulele, en 1964-1968, les villages libérés étaient dirigés par un... Comité du Pouvoir Populaire !

Pour réaliser ses objectifs, le Conseil National de Libération a défini en 1964 sa ligne dans les termes qu'on retrouvera constamment dans les discours du camarade Kabila, du 17 mai 1997 jusqu'à son assassinat : « *En politique intérieure : briser l'emprise du joug impérialiste des USA pour permettre une vie nationale libre et démocratique, et garantir l'unité territoriale et administrative du Congo* ». « *Sur le plan économique et social : garantir et élever le niveau de vie des masses laborieuses, développer l'économie nationale en s'inspirant des expériences scientifiques en cours dans le monde, planifier et contrôler la production nationale, ouvrir les portes de la connaissance et de la culture à tous les enfants du peuple sans distinction de sexe.* »

Notons en passant que la référence à l'expérience scientifique en matière de développement se rapporte à la construction du socialisme dans le monde.

Ainsi, ceux qui pensaient que le Pouvoir Populaire était une "improvisation" de Mzee Kabila, sont renvoyés à la grande révolution populaire de 1964-65.

Mais pour trouver la première ébauche du Pouvoir Populaire au Congo, il faut encore remonter plus loin dans l'histoire...

En effet, **c'est chez Patrice Emery Lumumba** lui-même, que nous trouvons en 1960 déjà, **pour la première fois, la notion du Pouvoir Populaire** dont il a précisé les grandes orientations

Cela prouve le véritable génie politique de Lumumba!

Pratiquement sans aucune initiation dans les expériences et théories révolutionnaires, il a saisi, au cours des luttes qui se développaient au Congo, tous les aspects révolutionnaires et il les a clairement exprimés. Lumumba a formulé ainsi une base politique originale pour la révolution congolaise, "ré-inventant" en quelque sorte des parties importantes de la théorie révolutionnaire internationale

Nous reprenons ici les grands développements sur le Pouvoir Populaire faits par Lumumba.

Le 9 août 1960, Lumumba faisait une conférence de presse à Kinshasa. Il y dit entre autres ceci. *"La politique du gouvernement ne sera autre que celle du peuple. Le peuple nous dicte, et nous marchons suivant les intérêts et les aspirations du peuple. L'indépendance, c'est le début d'une vraie lutte."*²

Ne dirait-on pas que ces paroles viennent d'un discours sur les CPP de Mzee?

Connaissant le long passé d'oppression et d'exploitation qu'a connu le Congo, Lumumba, principal responsable politique du nouvel Etat, comprenait très bien que le peuple n'était seulement au début d'une lutte de libération qui sera encore très longue.

Mais en 1960, cela semblait une aberration pour la plupart des "élus du peuple" !

Pour eux, l'indépendance était le début de la jouissance.... Et ces gens ont pris les places à la tête de

¹ Congo 1965, Crisp, Bruxelles, p. 38-43.

² Congo 1960, Crisp, Bruxelles, p. 593-594.

l'état néocolonial, places occupées jadis par les Belges, et se sont enrichis par tous les moyens...

Mzee, lui aussi, a affirmé que la victoire de la guerre de libération n'était que le début de grandes transformations révolutionnaires.

Mais aujourd'hui, combien sont-ils, les chefs du PPRD, qui veulent se dépenser et se sacrifier pour réaliser les grandes transformations révolutionnaires que Lumumba et Mzee ont annoncées?

Lumumba continua: *"Les impérialistes ont provoqué du désordre au pays pour nous empêcher de travailler. Notre programme de la mise en valeur du pays, d'industrialisation, de la création d'une économie saine, est bloqué. ...L'indépendance politique étant conquise, nous voulons maintenant **l'indépendance économique**. Le patrimoine national nous appartient. Nous voulons nous mettre au travail."*

Quarante années plus tard, Mzee Kabila a développé ce programme lumumbiste en détail dans ses discours sur le Pouvoir Populaire.

Lumumba : *"**Nous-mêmes, les ministres, nous allons dans les milieux ruraux, nous allons labourer la terre pour montrer au pays comment nous devons faire nos coopératives.***

Depuis que nous sommes au pouvoir, aucun ministre a été payé. Nous mangeons avec le peuple, nous n'avons pas besoin d'argent."

Ces mots de Lumumba correspondent exactement à l'esprit que Mzee a implanté dans le maquis de Hewa Bora et qu'il a repris dans ses discours sur les CPP!

Mais en 2005, combien de dirigeants du PPRD oseraient dire comme Lumumba et comme Kabila : "Nous travaillons et mangeons avec le peuple, nous n'avons pas besoin d'argent?"

Lumumba : *"Nous allons mettre tous nos travailleurs au travail après le départ après le départ des troupes belges. **Chacun aura du travail, avec un salaire modeste.** Et je vous assure qu'avec notre foi, avec notre dynamisme, avec notre fierté nationale, le Congo sera dans cinq ans un pays **fortement développé**. Ce n'est pas en mendiant des capitaux que nous allons développer le pays."*

Tout l'esprit de l'autoprise en charge dans les domaines politique et économique, prôné par Mzee dans ses discours sur les CPP, se trouve déjà dans ces paroles de Lumumba, qui continue : *"Nous allons procéder à la **décolonisation mentale**, parce qu'on endoctrine faussement le peuple depuis 80 ans. On inculque au peuple de fausses idées que, pour avoir de l'argent, pour avoir de quoi manger, il faut aller travailler chez l'Européen. Nous allons dire au peuple que ce n'est pas vrai, que pour vivre heureux, il faut aller travailler et labourer la terre. Avec notre cerveau, avec nos mains, nous allons développer le Congo."*³

Comme les discours de Lumumba, les textes de Mzee Kabila donnent avant tout une orientation pour la décolonisation mentale, base de la décolonisation politique et économique.

Kabila souligne que mentalement, les Congolais ont été habitués à subir un Etat anti-populaire et répressif pour les masses populaires.

L'Etat léopoldien (1885-1908), l'état colonial belge (1908-1960) et finalement l'état néocolonial (1960-1997) ont "habitué" les masses à subir répression, terreur et brimades et ces trois types d'état ont habitué les Congolais à travailler pour des intérêts étrangers.

³ Lumumba, conférence de presse, 9-8-1960: Congo 1960, Tome II, CRISP, Bruxelles, p.593-595

La décolonisation mental, c'est le refus de continuer l'Etat oppressif au service d'intérêts étrangers. Mais aujourd'hui, combien de dirigeants du PPRD défendent ces options fondamentales de Lumumba et de Mzee, combien se rendent parmi les masses pour expliquer et mettre en pratique ces options ?

2. Le choix décisif : Etat néocolonial ou Etat de Pouvoir Populaire.

Il est impossible, de comprendre la démarche et les objectifs poursuivis par Mzee Laurent-Désiré Kabila en créant les CPP, si l'on ne se rappelle pas qu'il a été à l'école du marxisme-léninisme et qu'il n'a jamais renié les idéaux et les principes de sa jeunesse.

L'obscurantisme néocolonial et mobutiste ont régné pendant 37 ans au Congo.

Puis la contre-révolution en Union soviétique a encore accentué le totalitarisme de la grande bourgeoisie occidentale qui impose son credo à toute la planète : le trio Capitalisme, Impérialisme et Militarisme marque la fin de l'histoire...

L'intoxication impérialiste présente comme des retardés, comme des hommes du passé, tous ceux qui veulent continuer l'histoire de l'humanité jusqu'à la réalisation de l'indépendance des peuples et du socialisme, jusqu'à l'instauration de la paix sur l'ensemble de la planète...

"Les CPP sont la lumière des ouvriers et des paysans !"

Laurent-Désiré Kabila est resté toute sa vie dans la ligne du combat pour l'indépendance des peuples, le socialisme et la paix. Son credo révolutionnaire, son programme essentiel dont il a poursuivi la réalisation toute sa vie, il l'a chanté dans son *Hymne des Opprimés* et ce credo est aussi devenu son testament.

« Ces CPP-ci sont la lumière des ouvriers et des paysans, ainsi que de tout opprimé. Il n'y a point de doute d'abattre l'exploitation et de créer une juste société. Notre serment est de ne jamais échouer, enjoignons toutes nos forces en un faisceau, tenons bien nos armes dans nos mains, car ces CPP sont la force du peuple. Dans sa noble cause, jamais de spoliation. Notre lutte revendique nos droits, quoiqu'il en coûte, jamais de servitude. Pour les opprimés, la Révolution est un rempart, son ultime but est que le peuple gouverne ».

Ainsi, Kabila se faisait le porte-parole des exploités et des opprimés, des ouvriers et des paysans. Combien sont-ils au PPRD qui osent encore proclamer leur fidélité à l'orientation de l'Hymne des Opprimés ?

Le but de Mzee Kabila était « d'abattre l'exploitation » de l'homme par l'homme, ce qui dans la littérature marxiste s'appelle « créer une juste société socialiste ».

Qui au PPRD ose encore affirmer cet objectif ?

Pour instaurer une société socialiste, Kabila affirme qu'il faut continuer toujours la Révolution qui est le seul rempart des opprimés et qu'il faut garder les armes dans les mains du peuple.

Mais aujourd'hui le peuple est désarmé et les criminels et génocidaires de l'agression - rébellion ont toujours le contrôle sur une partie de l'armée.

Hymne des Opprimés mille fois entonnée, montre qu'à la base de toute la philosophie de Kabila se

trouve l'analyse de classe de la société congolaise. Tout Etat est un instrument au service de classes sociales déterminées.

C'est pour cette raison que la doctrine des CPP de Kabila commence par une analyse de l'Etat congolais et des classes sociales dont cet Etat défend les intérêts.

L'Etat anti-national, anti-peuple, de Léopold II à Mobutu

Kabila affirme tout d'abord que la construction des Comités du Pouvoir Populaire répond à un défi de portée historique : débarrasser le Congo de l'appareil d'Etat oppresseur et parasitaire, imposé par Léopold II dans la terreur sanglante, maintenu pendant toute la période coloniale et toujours en place sous le régime néocolonial mis en place après l'indépendance.

En effet, l'Etat colonial s'est transformé après le 5 septembre 1960 en Etat néocolonial.

Cet Etat est une machine d'oppression du peuple, une machine aux mains d'une minorité infime de grands bourgeois congolais qui se mettent au service de l'impérialisme.

Dans ses jours de gloire, Mobutu régnait sur son Zaïre comme un Léopold II indigène.

Depuis l'indépendance, il y a eu pas mal de changements de régime - de Mobutu-Bomboko-Iléo installé le 14 septembre 1960, à Kasavubu-Adoula en août 1961, puis en passant par Tshombé en juillet 1964, jusqu'à Mobutu en novembre 1965, et finalement à Mobutu-CNS-HCR-PT entre 1991 et 1997. Mais tous ces "chambardements de Palais", concernaient la répartition des postes dans l'appareil d'Etat néocolonial entre différentes fractions de la bourgeoisie bureaucratique et compradore.

Ces changements et coups d'état n'ont jamais touché à la nature oppressive et exploiteuse de cet Etat.

Mzee Kabila veut démanteler cet appareil oppressif et parasitaire qui a été créé et remodelé dans la violence extrême : celle de la colonisation léopoldienne, qui a coûté plusieurs millions de morts, celle de la colonisation belge où chaque révolte et émeute était réprimée dans le sang, puis celle des armées étrangères et de l'armée mobutiste en 1960-1965.

Dans ses discours sur les CPP, Kabila le dit ainsi :

« Léopold II avait son Etat du Congo pour chercher le caoutchouc. Si vous n'alliez pas en chercher, on vous amputait, vous deveniez manchot. La chicote était quotidienne. Ils ont pillé, pillé.

Ils sont partis et nous avons eu droit à un autre Etat, celui-là avec des Congolais à la tête, mais ils étaient des agents d'autres puissances. Sa mission était de réprimer toujours, partout ». Sous Mobutu, le pays « avait un Etat anti-peuple, un Etat dont la mission était de défendre des intérêts étrangers. Le résultat, c'était la misère partout, l'économie ravagée, extravertie ». « L'Etat mobutiste avait une seule mission : faire primer les intérêts des grands pays sur l'intérêt national. Le caractère répressif de cet Etat était nécessaire pour permettre aux intérêts étrangers de prospérer. Cet Etat compradore a trop duré. Il a créé une culture, des habitudes dans le domaine de la production, de la pensée, du comportement des citoyens. »³

Liquider l'état néocolonial, construire un état populaire

Alors, créer un appareil d'Etat fondamentalement différent à ce que le Congo a enduré entre 1885 et 1997 est une tâche gigantesque et de longue haleine.

Il s'agit de créer un Etat qui n'est pas au service des puissances étrangères, mais de la nation congolaise et de l'Afrique.

Un Etat qui ne soit pas au service de l'enrichissement maximal d'une poignée de capitalistes

étrangers et nationaux, mais au service du développement harmonieux et planifié de cinquante millions de Congolais.

Un Etat qui ne fonctionne pas comme un instrument de violence, d'arbitraire, de tracasseries pour le petit peuple, mais un Etat nouveau qui est au service des masses populaires et sous leur contrôle.

Kabila enseigne que c'est grâce aux Comités du Pouvoir Populaire que le peuple réussira à briser radicalement le vieil Etat. Les CPP ont la mission de créer un Etat radicalement différent de l'Etat néocolonial. La notion-clé est la rupture radicale.

Dans ses discours, Kabila le souligne clairement : « *Le 17 mai 1997, le pouvoir n'était pas dans la rue, il était au bout du fusil de ceux qui ont été ovationnés par les masses, sillonnant les rues et avenues de Kinshasa à la recherche des dernières forteresses du pouvoir mobutiste croulant* ». « *La liquidation politique du néocolonialisme mobutiste fut une étape obligatoire qui a permis aux masses d'accéder aujourd'hui à la tête des affaires publiques.* »

Tout le peuple doit s'impliquer dans l'exercice du pouvoir

Avec l'organisation des Comités du Pouvoir Populaire, Kabila décide de créer un Etat démocratique et populaire qui sera l'exact opposé de l'Etat néocolonial, Etat répressif au service des intérêts étrangers. A partir de la base, il faudra reconstruire un Etat qui permet aux masses populaires de participer activement à la solution de leurs problèmes et aux problèmes cruciaux de la nation, un Etat qui dispose d'une armée du peuple, d'une police au service de la population, un Etat dont les responsables seront contrôlés par une mobilisation populaire permanente.

« Nous venons de prendre le pouvoir pour créer un Etat du peuple. » « Le peuple congolais devient maître de l'instrument capital pour construire son bien-être matériel, social, culturel. »

L'Etat est l'instrument décisif qui permet à des classes sociales de faire triompher leurs intérêts. Maintenant il faut démanteler l'ancien Etat qui travaillait pour des intérêts étrangers. Il faut créer un tout autre Etat qui travaillera pour les intérêts nationaux et pour les intérêts des masses populaires.

*"Quand nous nous sommes emparés du pouvoir d'Etat, la finalité était **que le peuple gouverne sur son sol**. Pour que le peuple gouverne, il faut l'organiser. Le peuple doit être organisé pour qu'il assume seul ses responsabilités. **Il doit créer un Etat populaire**, un Etat du peuple, un Etat qui pense d'abord et avant tout aux intérêts du Congo."*

"Maintenant, il faut une bonne organisation du peuple qui permette à tout le monde de participer au travail et surtout à la prise de décision et au suivi de l'exécution." "Il faut organiser le peuple afin qu'il prenne son destin en main."

*Organiser le peuple signifie **le mettre en mobilisation permanente** et lui confier des pouvoirs qui dans d'autres Etats appartiennent à l'administration et au gouvernement qui prétendent représenter les intérêts du peuple. « **Que le peuple gouverne** » était la finalité du combat. Pour que le peuple gouverne, il faut organiser ce peuple et celui-ci s'organise dans des **Comités du Pouvoir Populaire qui sont indispensables à la vie de la nation**. Ce pouvoir dans les mains du peuple congolais, ce pouvoir à partir de la rue, du village doit être un pouvoir effectif. Il doit débattre de la vie de la communauté, de la rue, du village, du quartier, etc..."*

Kabila souligne qu'il faut faire table rase de l'ancien Etat léopoldien, colonial et néocolonial, imposé de l'extérieur au peuple, façonné par des forces étrangères et fonctionnant avec des Congolais traîtres, au service de l'étranger.

Le nouvel Etat sera radicalement différent dans son origine.

Kabila : « *Les CPP sont le peuple organisé en organes du pouvoir d'Etat populaire, ils exercent directement la gestion de la chose publique à chaque échelon de l'Etat* ». « *Le CPP, c'est le peuple organisé et structuré, c'est un grand rassemblement de tous les Congolais patriotes conscients, poursuivant un seul but : être les maîtres indiscutables de leur destin. Vous n'avez pas de maître. Le peuple est seul maître.* »

L'ancien Etat était un instrument de répression, de contrôle et d'extorsion aux mains des intérêts étrangers et d'une mince couche de Zaïrois à leur service. Avec la révolution, « *Il faut que tout le peuple s'implique dans l'exercice du pouvoir, qu'il puisse le détenir et s'en servir pour ses propres intérêts. Il s'agit de nous assurer que le peuple tout entier s'implique et exerce un contrôle direct sur le pouvoir* ». « *Il faut une bonne organisation du peuple qui permette à tout le monde de participer au travail et surtout à la prise de décision et au suivi de l'exécution. Nous n'avons pas trouvé mieux que les Comités du Pouvoir Populaire.* »

3. Une économie extravertie, néocoloniale ou une économie nationale aux service des masses congolaises

Après avoir traité du Pouvoir Populaire, Mzee a développé la finalité du nouveau pouvoir : créer une économie nationale indépendante et puissante.

Tout Etat est au service des intérêts économiques de certaines classes sociales

Selon Mzee, un Etat n'est jamais « neutre », au-dessus des conflits entre intérêts économiques antagonistes. Tout Etat est au service d'un ordre économique dominé par certaines classes sociales.

Ainsi, c'est par la violence de l'appareil d'Etat léopoldien et de l'appareil colonial belge que les masses congolaises ont été obligées d'entrer dans le système économique capitaliste.

L'Etat léopoldien et l'état colonial ont permis à la cour royale et à la grande bourgeoisie belges d'exploiter toutes les classes et couches congolaises, excepté une frange infime de collabos. On ne parlait pas de « liberté » et de « marché libre » à cette époque. Le marché du travail congolais était approvisionné en forces de travail par la contrainte et la violence.

Le marché libre existait en dehors du Congo pour les coloniaux qui vendaient sur le marché international leurs produits extorqués par la chicotte aux travailleurs noirs. C'est l'Etat léopoldien, puis l'Etat colonial qui ont créé, développé et stimulé les entreprises capitalistes.

En 1960, au cours des mois qui ont suivi l'indépendance, l'état colonial a été transformé en état néocolonial. L'élimination politique du premier ministre Lumumba, par Kasavubu et Mobutu, le 14 septembre 1960, marque le passage à la période néocoloniale.

L'Etat néocolonial est resté au service des multinationales et des intérêts financiers occidentaux, il a défendu et protégé de 1960 à 1997 les intérêts économiques de l'impérialisme.

En même temps, cet Etat servait les classes sociales congolaises liées à l'impérialisme, essentiellement la grande bourgeoisie commerçante et compradore et les grands bourgeois qui tirent leur richesse de l'occupation de hautes responsabilités dans l'appareil d'Etat. Arracher un poste important dans l'Etat néocolonial a toujours été la voie la plus directe vers l'enrichissement des hommes politiques qui voulait accéder au statut de la grande bourgeoisie.

L'Etat néocolonial a été le lieu privilégié où se forma et se recomposa la grande bourgeoisie congolaise. De Bomboko à Adoula, puis de Tshombe à Mobutu, des grands politiciens néocoloniaux sont venus et sont tombés, d'autres politiciens tenant un discours à peine différent, ont occupé les mêmes fonctions au service des mêmes intérêts étrangers... Chaque groupe d'agents qui arriva à la tête de l'Etat, reçut des maîtres la permission tacite de s'enrichir par différents moyens illégaux.

Une économie nationale pour répondre aux besoins des masses

Dans le domaine économique, le changement que propose Kabila est radical, c'est un choix de classe. Le critère suprême, ce n'est plus le montant des bénéfices des multinationales ou le « fiat » du FMI. C'est la capacité de répondre aux besoins matériels et culturels des masses populaires.

La nouvelle économie dont parle Kabila est basée sur le développement d'entreprises industrielles et commerciales nationales et de coopératives agricoles et artisanales qui doivent toutes viser le bien-être de l'écrasante majorité du peuple congolais.

Il faut donc avant tout sensibiliser et éduquer le peuple pour que, lors des élections CPP, il élise des nationalistes qui refusent toute soumission à l'impérialisme et qui prennent vraiment à cœur les intérêts du petit peuple, des travailleurs, paysans, enseignants, infirmiers etc. qui ont le plus souffert sous l'ancien régime. Mzee appelle les masses à élire des nationalistes qui s'engagent à consacrer leurs meilleurs forces à résoudre les problèmes du survie, de la santé, du transport, du logement pour les masses populaires.

Kabila note d'ailleurs qu'en s'appuyant sur ces masses fondamentales, le Congo peut, à l'heure où la lutte contre la domination étrangère est la tâche principale, faire des alliances avec des capitalistes patriotes. Il rappelle : « *L'Etat compradore a même empêché l'éclosion de capitalistes nationaux* ». Un jour d'octobre 2005, nous sommes tombés sur une émission télévisée où un jeune chef d'entreprise faisait une brillante défense des CPP de Mzee Kabila, montrant qu'il n'y a pas d'autre voie pour un développement national accéléré...

Combien de chefs du PPRD "oseraient" tenir un tel discours?

La Reconstruction pour créer une économie nationale puissante et indépendante

L'Etat populaire, radicalement à l'opposé de l'Etat néocolonial, a pour objectif principal la décolonisation économique du Congo, la construction d'une économie nationale puissante, la création d'une société juste sans exploitation.

Kabila : « *Nous devons créer une nouvelle économie pour notre pays. C'est l'objectif de l'Etat populaire. Le moment est venu pour construire une économie nationale florissante. Les véhicules, nous devons les fabriquer nous-mêmes. Où est notre industrie lourde ? C'est la mission de l'Etat du peuple, la mission de ce peuple organisé en Comité du Pouvoir Populaire de créer une forte économie pour nous faire respecter. Donc, nous avons la mission de créer une industrie nationale.*

Quand nous avons pris le pouvoir, c'est pour faire cela. »⁴

*« Les CPP doivent être compris comme un gigantesque mouvement national patriotique. Ils soudent les Congolais autour d'un idéal très noble. Nous entendons créer une nouvelle société, juste et prospère, à travers une stratégie : la mobilisation du peuple tout entier autour de la reconstruction nationale. ... Vous voulez créer une nouvelle société complètement soustraite des affres de l'exploitation ? Vous voulez créer la prospérité ? **Le pouvoir économique, mes amis, reste à décoloniser encore par la stratégie de la reconstruction.** ... Quand des millions de congolais seront embarqués sur **le sentier de la production, de la reconstruction**, nous allons résilier complètement le contrat avec la misère.*

Le système des Comités du Pouvoir Populaire est un système qui veut que le Congo rattrape dans une période très courte **le retard accumulé** pendant plusieurs décennies dans tous les domaines. **L'Etat doit être fort et le peuple doit avoir sa cohésion** si nous voulons en sortir."

Le libéralisme économique, c'est la mort du Congo

Ce n'est pas **le libéralisme** sauvage avec ses privatisations et l'importation libre de produits des pays impérialistes qui permettront au Congo de se doter d'une économie forte, gage de son indépendance économique...

Le Grand Congo avec ses 55 millions d'habitants a un Produit National Brut de 4 milliards de dollars. Or, une seule entreprise américaine comme General Motors a un chiffre d'affaires de 260 milliards de dollars... Une seule entreprise américaine produit donc 65 fois plus que tout le Grand Congo...

Les 200 premières multinationales réalisent ensemble un chiffre d'affaire annuel qui dépasse les 10.000 milliards de dollars. Face à ces monstres géants, les entreprises congolaises n'ont même pas le poids d'une puce. Elles seront écrasées impitoyablement par le « libéralisme économique » que les Américains et leurs alliés européens sont en train d'imposer à l'Afrique. Le Gecamines et Inga seront privatisées en un tour de main et pour peu d'argent. Les immenses richesses du sous-sol tomberont pour peu d'argent dans les mains des multinationales.

Que restera-t-il alors de l'indépendance économique du Congo ? L'argent gagné par la Gécamines et Inga privatisés ira enrichir les multinationales étrangers. Quel développement national pourra-t-il alors y avoir pour répondre aux besoins immenses des masses de l'intérieur et des pauvres des cités?

Dans un de ses meilleurs discours sur les CPP, celui du 17 mai 1999, Kabila a dit ceci.

« Grâce au CPP, un peuple idéologiquement tourné vers soi-même prend conscience que sans lui aucun miracle de développement ne se produira dans ce pays.

Avec les CPP, c'est primordial d'avoir foi en ses capacités créatrices et, sur une grande échelle, de compter d'abord sur soi-même.

Nous avons pour mission de sortir notre pays de l'économie coloniale tournée vers l'extérieur.

Notre tâche actuelle est de bâtir une économie réellement nationale tournée vers les besoins d'émancipation, de reconstruction de notre pays, de jouissance de nos populations longtemps trahies et contraintes à la dépossession et au dénuement.

Cette option courageuse qui exclut toute fatalité et allégeance de type comprador, rencontre

⁴ Kabila, Discours sur les CPP, 21 janvier 1999, Palais du Peuple

encore une résistance acharnée de la part des prédateurs de nos richesses qui sont contre le changement. ...

C'est l'extraction des richesses du sous-sol au service du financement de la construction des grands ouvrages : autoroutes nationales, ports, faire pousser à partir de rien des cités nouvelles, modernes, illuminées, pourvues des bureaux de poste, des banques, des téléphones, d'eau courante, des centres sanitaires, écoles, barrages hydroélectriques.

Ce vaste programme s'étend sur tout le territoire national. Le travail national de reconstruction n'est plus l'affaire d'un petit nombre d'acteurs. Les CPP en font l'affaire de toutes les forces physiques adultes de la nation (sport, défense civile, activités culturelles). Tout est affaire de tous au sein de la société tout entière. Les CPP mobilisent et contrôlent les immenses forces de la nation et les dirigent vers la création du bonheur, de la prospérité nationale. »

Faire l'apprentissage à la base pour participer aux décisions économiques nationales

Cette intervention fait bien comprendre la place qu'occupent, dans la stratégie des CPP, les petits travaux dans les quartiers et communes. Ils ont surtout une fonction de pédagogie politique : ils doivent apprendre au peuple à sortir de la léthargie et de la passivité, ils doivent initier le peuple à l'auto-prise en charge. Le peuple apprendra à réfléchir, à intervenir et décider lui-même des priorités qu'il veut voir réalisées dans son entourage direct.

Cela l'aidera et le préparera à s'intéresser aux questions économiques provinciales et nationales qui sont déterminantes pour son sort.

*« Aujourd'hui, vous êtes en train de faire l'apprentissage en gérant un petit fonds, en établissant les priorités dans le cadre de votre vie. Ce n'est qu'un début, mais c'est **déjà un apprentissage important** ». « **Le pouvoir d'Etat, le pouvoir politique, c'est l'instrument capital qui détermine le destin des peuples. Nous sommes en train de faire l'apprentissage du pouvoir, de l'exercice du pouvoir par le peuple.** »*

Les CPP ne sont pas essentiellement un pouvoir révolutionnaire au niveau du quartier et de la commune, ni un organe pour le développement local, ni une stratégie de développement. Faisant d'abord un apprentissage à la base, les CPP communaux doivent dès le début viser à comprendre et influencer la politique nationale. Ils doivent organiser l'éveil du peuple pour qu'il s'intéresse à l'essentiel : la politique nationale. Dans ses discours, le Président le formule ainsi : *« Les CPP, c'est toute une chaîne, de bas en haut. Les CPP s'intéressent directement à la vie nationale. **Vous représentez, à la base, le sommet** ». « Les Comités du Pouvoir Populaire responsabilisent le peuple afin qu'il soit concerné par tout ce qui touche à la vie de la nation et à sa propre vie. » « Le peuple lui-même, dans ces Comités Populaires, peut débattre de tous les problèmes qui se posent à la nation. » « Les Comités du Pouvoir Populaire, de la base au sommet, doivent protéger les mesures qui sont bénéfiques au pays, ils doivent défendre ces mesures et les appliquer. »*

4. Une démocratie pour la bourgeoisie bureaucratique et comprador ou une démocratie pour les masses populaires ?

Nous avons vu que Kabila évoque deux choix fondamentaux.

Maintenir le vieil Etat répressif au service des intérêts étrangers ou créer un Etat populaire indépendant au service du peuple congolais ?

Maintenir une économie extravertie dominée par les multinationales, ou construire une économie nationale puissante, aut centrée ?

Ces deux choix fondamentaux en impliquent nécessairement un troisième.

Veut-on maintenir une forme de démocratie où la force de l'argent, la puissance de l'Etat néocolonial et les interventions directes et indirectes de l'étranger décident de l'issue des élections ?

Ou l'Etat nationaliste organisera-t-il une démocratie nouvelle qui donne aux masses populaires, aux pauvres, les moyens effectifs pour imposer les choix de l'écrasante majorité ?

Dans une société divisée en classes sociales antagonistes, la démocratie a toujours un caractère de classe. On doit toujours se demander : démocratie **effective** pour quelle classe ?

Le Congo de la Transition mobutiste a connu une démocratie effective pour les gens qui fréquentent le Grand Hôtel, pour des nouveaux venus qui se démènent pour faire partie de la bourgeoisie bureaucratique et comprador. Mais il n'y avait aucune démocratie pour cette masse énorme de gens des cités qui ne mangent rarement à leur faim et qui crèvent parce qu'ils manquent les 50 dollars pour se faire soigner...

Au Congo de 1997, il y a toujours une couche infime de personnes extrêmement riches qui possèdent villas, immeubles, voitures, comptes à l'étranger, une couche infime de personnes qui prennent régulièrement l'avion pour rencontrer des « puissants » en Occident.

Ces gens se paient des émissions sur différentes chaînes de télévision, des articles dans les journaux, ils louent des salles pour convoquer le tout-Kinshasa, ils téléphonent à New York, Paris et Bruxelles pour avancer leurs intérêts, ils sortent des liasses de dollars pour réunir la presse, parlent sur les radios étrangères.

Mais de quels moyens disposaient les nationalistes révolutionnaires pour défendre les intérêts réels des masses appauvries ?

C'est à partir de ces réflexions que le Président Laurent-Désiré Kabila a conçu la démocratie du Pouvoir Populaire, une démocratie qui est à la portée du petit peuple, une démocratie qui valorise les potentialités énormes des travailleurs et des opprimés.

Les Comités du Pouvoir Populaire, c'est une forme de démocratie qui permet aux pauvres et aux opprimés ainsi qu'aux intellectuels patriotes, de l'emporter sur les classes sociales qui servent des puissances impérialistes.

La démocratie CPP a caractère de classe

Depuis l'arrivée de Léopold II jusqu'à la chute du mobutisme, le Congo a été marqué par la domination économique de la grande bourgeoisie résidant en Belgique, aux Etats-Unis et en France. Cette bourgeoisie étrangère a toujours eu ses « chargés d'affaires » au Congo : la bourgeoisie

compradore et bureaucratique dont les politiciens néocoloniaux qui gèrent le pays, font partie. Il y a un choix de classe à faire.

Dans un Congo divisé en classes sociales antagonistes, la formule « gouvernement du peuple, par le peuple » peut dire une chose et son contraire...

Mobutu s'est fait élire par des majorités écrasantes et il affirma qu'avec lui « le peuple gouverne ». N'avons-nous pas entendu Sakombi à l'époque déclarer que le MPR est « *l'expression de la volonté populaire* » et que « *son objectif est de mettre l'économie au service du peuple zaïrois* » ?

Les masses populaires et les pauvres étaient l'objet de manipulation par la grande bourgeoisie qui dominait la société et qui servait l'étranger. Cette bourgeoisie distribuait des masses d'argent aux chefs et aux responsables de différentes communautés pour se faire élire "démocratiquement".

Dans ces conditions, comment les opprimés pourraient-ils se prononcer pour un autre projet de société que d'ailleurs personne ne pouvait formuler publiquement... !

Le terme « peuple » utilisé par les mobutistes avait un caractère de classe : **au nom du peuple parlait et agissait la bourgeoisie compradore et bureaucratique liée aux puissances occidentales.**

Kabila décida de mener la révolution du 17 mai 1997 pour que les masses populaires puissent devenir les acteurs conscients de leur propre libération et émancipation, pour qu'elles puissent définir et imposer leurs propres intérêts. Avec les CPP, Kabila propose une forme de démocratie où les masses travailleuses et pauvres ont un maximum de chances de faire entendre leur voix. Il veut éliminer autant que possible le facteur argent et les réseaux d'influence, lorsqu'il s'agit d'élire ceux qui représenteront la communauté de la rue, du quartier, de la commune, etc. Le Président dit à juste titre : « *C'est avec les Comités du Pouvoir Populaire que la possibilité matérielle de la démocratie va se réaliser* ».

Et Kabila de formuler cette alternative en disant : « Que le peuple gouverne » !

Le terme « peuple » utilisé par Kabila a un double sens, et peut exprimer aussi bien le caractère de classe que le caractère national de l'Etat du Pouvoir Populaire.

Quand le terme "peuple" est utilisé *dans son sens étroit*, pour exprimer *son contenu de classe*, il fait référence aux « **ouvriers, paysans et tous les opprimés** » que chante l'hymne des CPP. Le Pouvoir du peuple, c'est avant tout leur pouvoir : ils sont les plus nombreux, les plus opprimés, les plus opposés à la domination étrangère.

Ces classes constituent également la base de la notion « peuple » *dans le sens large, national* : cette notion englobe alors *toutes les classes, couches sociales et groupes qui s'opposent à la domination étrangère*, y comprise la bourgeoisie nationale et même certains éléments de la grande bourgeoisie.

Le terme « peuple » a alors *un caractère national*, puisqu'il exprime l'unité de toutes les forces patriotiques et anti-impérialistes autour des ouvriers, paysans et autres opprimés.

Deux types de partis, deux conceptions antagonistes de l'Etat

On comprend aisément que tous les partis liés au monde impérialiste se soient lancés dans un combat acharné contre la démocratisation en profondeur que proposa Kabila. Ils se sont déchaînés dès le début contre les CPP, pour défendre l'ancien Etat néocolonial et sa démocratie manipulée par l'argent de la bourgeoisie bureaucratique et compradore.

La vieille classe politique a été formée dans les années fastes du mobutisme, elle s'est agitée pendant la CNS lors d'une bataille pour une nouvelle répartition des postes.

Elle s'est battu avec rage pendant la période 1997-2003 pour revenir au pouvoir et pour réhabiliter son Etat néocolonial.

Cette classe politique dépend financièrement de l'Occident et de la grande bourgeoisie locale. Elle est aussi l'esclave idéologique des puissances impérialistes en chantant tous les refrains qu'entonnent les Bush et Chirac : Etat de droit, démocratie pluraliste, élections libres.

Pour l'impérialisme, un *"Etat de droit"* est un Etat qui reconnaît les « règles » économiques meurtrières qu'il veut imposer au monde entier.

Pour l'impérialisme, un *"Etat de droit"* est un Etat qui ouvre largement ses portes aux multinationales pour qu'elles s'emparent des morceaux les plus juteux de l'économie nationale.

Pour l'impérialisme un "Etat de droit", c'est une "démocratie" pour les riches, c'est une démocratie ou plusieurs partis défendant tous l'impérialisme et la grande bourgeoisie locale peuvent rivaliser. La CNS a été la période de gloire de cette démocratie néocoloniale, de la démocratie « classique » ou « représentative » : que le Congo soit dirigé par Mobutu ou Tshisekedi, par Birindwa ou Bo-Boliko, par Bemba ou Kengo, par Likulia ou Olengankoy, cela ne changerait strictement rien, puisque tout ce monde accepte d'agir dans le cadre imposé par l'impérialisme et la grande bourgeoisie congolaise. S'il n'y avait pas eu l'action révolutionnaire de Kabila, un jour il y aurait eu des « élections libres et transparentes » et un de ces messieurs serait devenu Président « par le peuple, pour le peuple ».

Avec les Comités du Pouvoir Populaire, Kabila veut placer les intérêts vitaux des masses au centre du débat politique. Si les travailleurs, les chômeurs, les petits vendeurs, les instituteurs, les infirmiers peuvent formuler leurs problèmes fondamentaux et leurs revendications, l'écrasante majorité du peuple fera des choix concordants avec l'indépendance économique et politique du pays.

Les divisions factices dans le peuple, créées par des partis « opposés » qui fréquentent tous les mêmes ambassades étrangères, disparaîtront comme par un coup de baguette magique.

Kabila donne un exemple concret : *« Ici à Kinshasa, lorsque les envahisseurs ont tenté leur coup, le peuple dans son ensemble s'est soulevé pour écraser ceux qui voulaient recoloniser le Congo. Le peuple entier, dans sa diversité, s'est ligué derrière M'Zee. Ces millions de Congolais de tous les partis politiques ont choisi de se liguer autour de celui qui représente leurs intérêts. Cette unité doit être sauvegardée. Et pour sauvegarder cette cohésion forgée dans les moments difficiles, il faut organiser le peuple en le faisant participer à l'exercice du pouvoir ».*

Contrairement à une opinion largement répandue, le Pouvoir Populaire ne s'oppose pas à l'existence des partis politiques. Les Comités du Pouvoir Populaire étant une nouvelle structure de l'Etat, radicalement différente de l'Etat répressif au service des puissances impérialistes, il est normal que les partis nationalistes et révolutionnaires au Congo soutiennent ce projet de société ! Comme il est tout à fait logique que les partis néocoloniaux le combattent.

Lors d'élections de type CPP dans la rue, le quartier, la commune, le peuple élira ceux qui ont sa confiance. Si un homme du PALU défend les intérêts des opprimés, il sera élu. Si une femme membre de l'UDPS défend les intérêts des pauvres, le peuple l'élira au CPP.

En lançant les CPP, Kabila a dit au peuple : jugez vous - mêmes qui est bon, qui vous défend

réellement. Créez des Comités du Pouvoir Populaire où vous, le peuple, vous êtes le seul maître. Vous savez de quoi les partis que vous avez subis entre 1961 et 1997 sont capables. D'ailleurs, vous avez vu ce que les chefs de ces partis « démocratiques » ont fait pendant les années de gloire du mobutisme. Alors, défendez votre Pouvoir Populaire et ne vous laissez plus manipuler et tromper comme auparavant.

Oui, Kabila avait confiance dans le peuple. Il dit : « *Les CPP sont uniquement une émanation de la volonté des électeurs, de la volonté des habitants de la rue, du village, du quartier ou de la collectivité, et c'est par des votes qu'on élit un Comité exécutif* ». « *Nous sommes à la veille de la promulgation de la loi légalisant les activités politiques. Face à la possibilité de chaos lors de la libéralisation des partis politiques, les Comités du Pouvoir Populaire sont la solution.* »

Kabila était pour des élections « libres et transparentes », mais il savait que, dans la situation donnée, aucun des partis néocoloniaux qui aiment se présenter comme « champion de la Démocratie » ne pouvait les accepter : comme le peuple s'était éveillé, tous ces partis allaient prendre une belle raclée aux élections.

Le choix n'était pas « pour ou contre les partis ».

Le choix de société était essentiellement celui entre deux types d'Etat : l'Etat néocolonial au service des intérêts étrangers et de leurs laquais locaux, ou un Etat national et populaire, défendant les intérêts des masses populaires.

Kabila combattait les partis cautionnés par l'impérialisme, non pas parce qu'ils étaient des partis, mais parce qu'ils voulaient rétablir l'ordre néocolonial.

Sur les partis de l'opposition qui veulent récupérer « leur » Etat néocolonial, Kabila dit ceci : « *Il est vrai que les CPP font peur aux politiciens et à ceux qui les ont toujours utilisés pour piller le pays. Les **vautours** volent autour de vous. Ils veulent saisir l'occasion d'un relâchement de l'effort populaire. Et si nous ne sommes pas structurés, si **le peuple** n'est pas conscient politiquement, il **peut perdre le pouvoir*** ». « *Nous savons qu'ils feront beaucoup de tentatives pour récupérer leur Etat, surtout par le biais des partis politiques qu'ils cautionnent.* »

Sous le pouvoir populaire, tous les partis néocoloniaux de la « Transition » auraient le droit de vanter librement leurs mérites lors des élections. Mais les Comités du Pouvoir Populaire étaient là pour faire comprendre aux travailleurs et aux pauvres qu'ils étaient les maîtres de la société congolaise nouvelle et qu'ils ne devaient plus se laisser impressionner par des charlatans corrompus par l'Occident.

Kabila dit : « *Nous ne sommes pas contre les partis politiques. Ils ont la liberté d'expression et de parole* ». « *On a autorisé les partis politiques, mais on ne veut plus qu'ils aillent devant un peuple aveugle, inconscient politiquement qui se laisserait tromper une fois encore et lâcherait son propre bonheur par le jeu des urnes.* »

Parmi les partis qui se sont opposés avec rage à la politique de démocratisation en profondeur de Mzee Laurent Désiré Kabila, le MPR a été en flèche. Ainsi, **le MPR a fait la démonstration qu'il existe bel et bien au Congo des classes sociales antagoniques, qui ont des projets de société radicalement opposés.**

Dès que Mzee Kabila a défini ses deux grandes axes de sa politique : le pouvoir populaire et l'indépendance économique, le MPR a déclenché une guerre politique en règle contre les CPP, guerre dans laquelle toutes les perfidies étaient permises. Ceux qui ont été les organisateurs et propagandistes de la dictature néocoloniale, comprenaient trop bien le danger que la démocratie

populaire naissante constituait pour leurs projets de restauration de l'ancien régime.

Madame Nzuzi wa Mbombo, qui dirige le « MPR-fait privé » a exprimé cela en ces termes : « *J'ai une grande confiance dans la construction d'un Etat de droit fondé sur une démocratie pluraliste. Les initiateurs et animateurs des CPP se rendront bien vite compte qu'il s'agit d'une **structure anti-démocratique** ; elle est **conflictuelle** parce qu'elle contient des germes de confrontation entre les Congolais ; elle aura très difficile à s'imposer parce que notre peuple ne peut plus s'accommoder à des embrigadements forcés en vigueur dans des systèmes de **Parti-Etat**.* »⁴

A cette farouche partisane d'une « démocratie pluraliste non conflictuelle », tout Congolais éveillé demandera : vous vous réclamez toujours du MPR, mais lorsque vous étiez à côté de Mobutu, votre parti n'était-il pas « excessivement conflictuel »?

N'a-t-il pas assassiné les meilleurs combattants nationalistes et n'a-t-il pas réprimé les masses populaires chaque fois qu'elles se dressaient contre la dictature néocoloniale?

Lors de votre « Transition pluraliste », le peuple n'a-t-il pas subi la répression de l'armée, de la garde civile, des Hiboux et des multiples services de renseignements ?

Oui, les CPP sont conflictuels à leur façon : ils proclament ouvertement lutter contre l'héritage mobutiste et toutes ses anti-valeurs.

En réalité, dans l'histoire du Congo indépendant, aucun groupe n'a été plus conflictuel que votre MPR qui a exploité, brimé et réprimé les masses populaires et massacré leurs dirigeants. Votre MPR, Madame Nzuzi wa Mbombo, n'était-il pas excessivement conflictuel lorsqu'il a pendu, le 7 juin 1966, quatre de ses anciens cadres, Kimba, Anany, Mahamba et Bamba ? Lorsqu'il a kidnappé et exécuté Gabriel Yumbu et Kibwe Cha Malenga, deux proches collaborateurs de Laurent Kabila au sein du PRP ? Lorsqu'il a ordonné que, vivant, Mulele soit hâché en morceaux ? Lorsqu'il a massacré 100 étudiants à Kinshaha, le 4 juin 1969 ?

Le peuple a subi de 1967 à 1990 les affres de la dictature MPR pur et dur. Puis entre 1990 et 1997, le MPR « démocratisé » a poussé la misère et le désespoir des masses aux limites.

Mais à peine trois mois après l'annonce de la création des Comités du Pouvoir Populaire, vous, madame Nzuzi wa Mbombo, pensez pouvoir liquider la démocratie populaire naissante en faisant une propagande infecte sur le thème : « *Les CPP sont un Parti-Etat du genre MPR* » !

Vous n'êtes pas une idiote, madame, et vous savez très bien que le MPR de monsieur Mobutu, représentait la "démocratie" pour les agents du néocolonialisme, pour les voleurs, les pilleurs, les détourneurs.

Vous n'êtes pas une idiote, vous comprenez parfaitement que les Comités du Pouvoir Populaire, constituent une démocratie nouvelle qui permettra pour la première fois dans l'histoire du Congo au petit peuple des cités, aux masses appauvries de l'intérieur, d'imposer leurs intérêts dans la gestion de l'Etat.

5. Vigilance face au danger d'une contre-révolution néocoloniale

La démocratie n'a rien à voir avec le nombre de partis que compte un pays. Le Congo de Mobutu a connu sous la transition soi-disant "démocratique" jusqu'à 500 partis et groupes politiques... qui à quelques dizaines prêt, soutenaient tous les néocolonialisme avec Mobutu ou avec Tshisekedi...

Les centaines de partis de la CNS-HC ont représenté une démocratie au sein de la classe qui servait le néocolonialisme. Pour le peuple, il n'y avait pas le moindre trace de démocratie : sous la transition "démocratique" de 1990 à 1996, ce peuple a subi la répression et un appauvrissement jamais connu auparavant : le revenu moyen au Congo a chuté entre 1990 et 1996 de 285 à 135 dollars par tête....

Une démocratie pour le peuple était impossible pendant toute la période néocoloniale de 1961 à 1997.

C'est donc avec pertinence que Mzee Kabila a dit: *"C'est avec les Comités du Pouvoir Populaire que la possibilité matérielle de la démocratie va se réaliser"*

Mais Mzee enchaînait : *"Lorsque les vieux partis réapparaissent, ne leur permettons jamais de diviser le peuple parce qu'il sera alors difficile de défendre les intérêts du peuple. Vous devez défendre votre pouvoir, parce que les autres n'ont pas encore désarmé."*

Par cette phrase, Mzee voulait armer les cadres et militants des CPP pour la longue lutte à venir.

En effet, déjà avant même l'entrée de Kabila à Kinshasa, les puissances impérialistes ont voulu le contraindre à rejeter le programme de la guerre de libération et à assumer la « continuité » de l'Etat néocolonial.

Déjà pendant la marche des Forces de Libération de Goma à Kinshasa, les Américains ont exigé que le nouveau pouvoir soit composé d'un tiers de mobutistes, d'un tiers d'anciens mobutistes appelés maintenant tshisekedistes et un tiers de kabilistes. Minoritaires, les nationalistes ne pourraient pas décider des orientations fondamentales du "nouveau" régime...

Pour parvenir à imposer leur formule de gouvernement, les Américains et les Français ont mené des campagnes mensongères et ils ont diffusé de l'intoxication pour que les dirigeants nationalistes paniquent et "rentrent dans les rangs" de la normalisation néocoloniale. Pratiquement tous les partis néocoloniaux de la Transition ont soutenu cette formule américaine et française...

Kabila : *"Ceux qui ont façonné l'ancien Etat qui les servait grassement, ont déclenché dans le monde entier une propagande pour déformer nos objectifs de l'AFDL. Ils l'ont fait pour obliger le nouveau pouvoir à reprendre le rôle du gouvernement qui venait d'être renvoyé. Alors, il fallait faire un choix. Ou bien craindre ce mensonge monstrueux, et, apeuré, se ranger et jouer le même rôle que l'Etat précédent.*

Ou bien résister à toutes les campagnes de mensonges et poursuivre le but de créer un Etat qui privilégie les intérêts nationaux. Ce qui était en jeu, c'était le destin du peuple congolais, qui devenait maître de l'instrument capital pour construire son bien-être matériel, social, culturel. Nous avons carrément refusé d'être un autre gouvernement d'un Etat compradore."

On note que le mot « rupture » est accompagné des mots « crainte » et « peur ».

Celui qui craint les mensonges et qui a peur des menaces, se pliera dans le rôle de serviteur de l'ancien Etat néocolonial.

A la source du 17 mai 1997, il y a d'abord le refus de Kabila de se laisser intimider par les

puissances habituées à régenter le Congo. Avoir peur de l'ennemi est souvent le premier pas vers la capitulation devant l'ennemi...

Or, Kabila savait que la lutte pour le pouvoir populaire et l'indépendance économique du Congo ne faisait que commencer...

Mzee mit les cadres et militants en garde pour les préparer moralement aux dures luttes encore à venir. *"Nous sommes à la veille de la promulgation de la loi légalisant les activités politiques. Chaque groupe va vendre son programme.*

*Certains ne pensent au peuple que pour venir **briguer un mandat pour la députation** ! Lorsqu'ils viennent solliciter le mandat, ils font des promesses très alléchantes. Une fois élus, ils disparaissent et les problèmes demeurent. Peu de problèmes ont été résolus par la députation.*

*Ils vont suggérer au peuple qui n'est pas organisé mais éparpillé, de voter pour tel ou tel. **Dans le système qui a été renversé, une multitude de partis politiques coopéraient avec l'ancien Etat (néocolonial) et le peuple était dispersé.** "*

Mzee mort, nous verrons réapparaître cette multitude de partis néocoloniaux qui collaboraient avec l'ancien état néocolonial et qui dispersaient le peuple...

Cette contre-révolution ne pouvait pas se produire à Kinhasa, le souvenir de Mzee était encore trop vivace dans la mémoire populaire. Les restaurateurs de l'état néocolonial ont dû se cacher à Sun City et à Pretoria pour commettre leur forfait...

Le Dialogue non-congolais a restauré l'Etat néocolonial

Après l'assassinat de Mzee, même un débutant en politique pouvait prévoir que les attaques, les calomnies et les dénigrements contre les CPP allaient décupler en force et qu'il fallait une mobilisation maximale pour défendre le projet de société du Pouvoir Populaire.

Quel "dialogue inter-congolais" pouvait-il y avoir dans un Congo toujours en grande partie occupé par les agresseurs rwandais et Ougandais? Ces forces d'occupation et leurs collaborateurs du RCD et du MLC, appuyés par les Américains, ont pesé d'un poids décisif sur les tractations de Pretoria. Cette coalition était unie par la volonté commune d'imposer un autre régime de Transition où la *"multitude de partis politiques qui coopéraient avec l'ancien Etat néocolonial"* sera majoritaire dans tous les rouages de l'état...

Pretoria a été le lieu de naissance d'un nouveau régime "de transition" à majorité néocoloniale.

Cette restauration de l'ancien état néocolonial a été d'autant plus facile, que beaucoup de "kabilistes" à la tête des CPP ne partageaient en rien les thèses révolutionnaires de Mzee. Ils ont applaudi pour garder leur poste... Mais dès que le Vieux était mort, ils ont exprimé leurs anciennes positions néocoloniales....

Pourtant, Mzee, combattant expérimenté, avait clairement mis en garde les responsables CPP contre les dangers qui pesaient toujours sur les CPP. *"Si nous ne sommes pas structurés, si le peuple n'est pas conscient politiquement, il peut perdre le pouvoir* ». Si les responsables des CPP craignent *"les mensonges monstrueux (de nos adversaires, ils peuvent), apeurés, se ranger et jouer le même rôle que l'Etat précédent."*

Or, la tendance à être intimidé par les anciennes forces néocoloniales devenues à nouveau très agressives, la tendance "d'avoir peur" de défendre le projet de société de Kabila, s'est manifesté à la base même des CPP dans les semaines qui ont suivi l'assassinat de Mzee.

Les présidents communaux des CPP de Kinshasa ont tenu en janvier - février 2001 une série de réunions pour rédiger un document qui affirmait la nécessité du travail continue des instances du Pouvoir Populaire.

Le document était terminé et adopté...

Mais alors la majorité a pris peur : « *Nous ne savons pas si Joseph est pour les CPP... On pourrait nous arrêter...* ».

Au sommet des CPP, la situation était encore pire : là, il n'y a pas eu seulement peur, mais carrément trahison.

Lors des premières réunions du Directoire des CPP, une majorité se dégagea pour la suppression des CPP !

Des camarades comme Yerodia, Babi Mbayi Sondji, Munene et d'autres se sont battus alors pour imposer la démocratie, qui est à la base même du concept de CPP.

Et ils ont eu gain de cause!

Un matin, nous avons vu de grandes banderoles fixées aux grilles du Palais du Peuple, annonçant la date d'un Congrès extra-ordinaire.

Mais les néo-mobutistes, qui dominaient déjà les instances supérieures des CPP, ont simplement liquidé ce Congrès extraordinaire sans devoir se référer à qui que ce soit, surtout pas à la base....

Les mobutistes attaquant les CPP de l'extérieur, et les néo-mobutistes opérant au sein des CPP, ont par leurs agissements parallèles, liquidé les idées maîtresses de Mzee et son organisation, les CPP...

C'est cela, le véritable sens du "dialogue" de Prétoria et de son Accord global... et exclusif les CPP. C'est cela, la grande trahison de Pretoria qui avait tant choqué le regretté professeur Kakez...

Le 5 octobre 2001, lors de la commémoration de l'assassinat de Pierre Mulele, le camarade Yerodia a fait un de ses discours les plus remarqués, où il s'est exclamait : *"Il y a autour du Président une bande de Quatre qui a déjà un pied dans la trahison, je dis bien dans la trahison. Je parle au nom du père et du fils !"*

Yerodia a eu le courage de dire ce que la majorité des militants CPP pensaient : c'est la direction des CPP qui s'est hâtée à débarrasser le Congo des "sottises" de Mzee. Très vite après l'assassinat de Mzee, il est devenu clair qu'un grand nombre de cadres qui passaient pour "kabilistes" ne l'étaient que pour les postes et pour les avantages matériels.

Ceux-là étaient tout à fait prêts à **"reprenre le rôle du gouvernement qui avait être renvoyé par la guerre de libération..."**. Et ceux-là ont fait ce que Mzee avait refusé avec fugue : **"être un autre gouvernement d'un Etat compradore...."**

Mzee avait pourtant déjà évoqué ce genre de situations où la contre-révolution se manifeste à l'intérieur même du mouvement nationaliste.

Mzee a dit : *"Immédiatement après la victoire (de 1997), beaucoup se sont embarqués sur le train déjà en marche. C'est pour cela que des continuateurs de la II^e République devaient être éjectés des instances dirigeantes du mouvement pour sauver la révolution démocratique."* *"L'une des*

*obligations pour les dirigeants du mouvement révolutionnaire était de **ne pas permettre à une quelconque clique de s'emparer du pouvoir de l'Etat**. Si l'on n'avait pas accompli ces tâches cruciales rapidement, il y aurait eu un risque que le pouvoir retombe dans les mains des **charlatans** que vous connaissez, **inféodés à l'étranger**, et que vous avez renversés. Ces **opportunistes et aventuriers** se seraient injectés dans les organes dirigeants du pouvoir politique, pour remplir la même mission."*

La mort de Mzee devait nécessairement avoir de grandes répercussions sur la vie du mouvement nationaliste. On avait besoin d'hommes de la trempe de Mzee pour maintenir l'orientation du changement, l'orientation du Pouvoir Populaire, dans la nouvelle situation difficile, marquée par la mort du plus expérimenté et du plus vigilant parmi les combattants.

Ces hommes de la trempe de Mzee auraient dû oser reprendre et mettre à jour les mises en garde que Mzee Laurent Désiré Kabila a prononcé en 1999 contre "les *continuateurs de la II^e République embarqués sur le train déjà en marche*", contre "les *charlatans inféodés à l'étranger*", contre les "*opportunistes et aventuriers*" et contre "*une quelconque clique qui s'emparerait du pouvoir de l'Etat*."

Yerodia l'a fait, mais presque personne au PPRD ne l'a suivi. Et certains "opportunistes et aventuriers" à la tête du PPRD se sont simplement moqués de lui...

Les liquidateurs des CPP et de la politique révolutionnaire de Mzee se trouvant au gouvernement, il pouvait y avoir ni démocratie, ni débat politique.

Les liquidateurs ont pris deux décisions, sans consulter les Comités du Pouvoir Populaire : ils ont simplement liquidé toutes les structures des CPP sans discussion et ils ont rejeté toute la philosophie politique qu'elles incarnaient.

Mzee mort, les puissances impérialistes ont pris la décision d'imposer à nouveau un régime de "démocratie" néocoloniale.

L'émergence et la recomposition régulière de la bourgeoisie bureaucratique et compradore

Mzee Kabila avait fait une analyse pertinente de l'état néocolonial, anti-populaire. Il l'a résumée ainsi. « *(Les colonialistes) ... sont partis et nous avons eu droit à un autre Etat avec des Congolais à la tête, mais ils étaient des agents d'autres puissances. Cet Etat compradore a trop duré. Il a créé une culture, des habitudes dans le domaine de la production, de la pensée des citoyens.* » « *Ils ont voulu obliger le nouveau pouvoir à reprendre le rôle du gouvernement qui venait d'être renvoyé. Nous avons carrément refusé.*».

Mais AFDL au pouvoir, ses éléments opportunistes se sont vite comportés comme les grands bourgeois bourgeois bureaucratiques, les mobutistes et tshisekedistes, qu'ils venaient de renverser. Mzee a dit : "*A part le PRP, l'Alliance était pour l'essentiel un conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers...*" Et il a dissout l'Alliance, devenue un obstacle au développement du processus de libération.

Le camarade Laurent Désiré Kabila a alors créé les CPP. Il a dit : «*Nous avons créé un Etat populaire, un Etat du peuple, un Etat qui pense d'abord et avant tout aux intérêts du Congo* ». « *Maintenant il faut organiser le peuple afin qu'il prenne son destin en main. Organiser le peuple*

signifie le mettre en mobilisation permanente et lui confier le pouvoir. » « Les CPP sont le peuple organisé en organes du pouvoir d'Etat populaire. Le peuple est seul maître. »

Mais immédiatement après l'assassinat de Mzee, tous ceux qui voulaient "**reprendre le rôle du gouvernement qui venait d'être renvoyé**" ont repris les habitudes de la bourgeoisie bureaucratique et compradore qui a été renversé par la Guerre de Libération.

Ainsi, le Président Joseph Kabila a été "pris en otage" par un nouveau conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers du genre AFDL... A la tête du PPRD nous trouvons un nombre important de cadres pour qui le PPRD est un "*Pour le Poste et la Recherche de dollars*", et le PPRD devient alors un des lieux où la bourgeoisie bureaucratique et compradore se recompose...

Organiser le "Courant Lumumbiste Muleliste Kabiliste" et Regrouper les militants des CPP

Il ne fallait pas être un grand visionnaire pour comprendre que le retour au pouvoir des mobutistes, renforcés par les traîtres et criminels de la "rébellion-agression", ne pouvait qu'apporter des malheurs au peuple.

Les véritables kabilistes devaient donc se préparer à de rudes batailles d'idées et à des confrontations politiques très âpres.

Après l'assassinat de Mzee, il sautait aux yeux que **deux** tâches politiques et organisationnelles devaient être accomplies.

Mzee seul était le concepteur, l'idéologue et l'animateur de la politique nationaliste révolutionnaire initiée avec la guerre de libération et développée dans l'œuvre des Comités du Pouvoir Populaire. Mzee préparait la création d'un parti nationaliste révolutionnaire et pour cette raison il répétait souvent : "Le peuple doit mûrir politiquement".

Mzee mort, il fallait organiser le regroupement de toutes les forces qui soutenaient l'ensemble de son œuvre révolutionnaire dans **un Parti lumumbiste, muleliste, kabiliste**.

Ce parti devait mettre en évidence le rôle qu'a joué le jeune Laurent Kabila en 1960-61, sous la direction de Lumumba, dans la lutte armée contre l'occupation militaire belge. Ce Parti devait s'inspirer de la façon dont Kabila, à 23 ans, a dirigé les maquis mulelistes à Fizi-Baraka en 1964-65 et il devait garder les précieux conseils que Che Guevara a donné à Kabila et aux combattants congolais. Ce Parti kabiliste devait garder jalousement l'expérience unique du Parti de la Révolution Populaire au maquis de Hewa Bora entre 1967 et 1978. Le nouveau parti nationaliste révolutionnaire devait surtout rester fidèle à l'œuvre principal de Mzee : la direction clairvoyante de la guerre de libération (1996-97), l'impulsion à la reconstruction en comptant essentiellement sur ses propres forces (17 mai 97 - 2 août 1998), la direction de la guerre de résistance et de la guerre populaire à l'agression américano-rwando-ougandaise (2 août 1998 - 16 janvier 2001) et l'établissement du Pouvoir Populaire (21 janvier 1999 - 16 janvier 2001).

Ce Parti révolutionnaire devait assumer un deuxième devoir : s'investir dans l'organisation de masse qui devait maintenir au sein du peuple la flamme du kabilisme et la capacité de mobilisation. Il s'agit les CPP, transformés en **Comités pour la Défense du Pouvoir Populaire**. Ces Comités devaient dénoncer tous les méfaits et magouilles des partis néo-coloniaux au pouvoir. Et face au retour des mobutistes et à l'arrivée au pouvoir des chefs de la "rébellion-agression", ils devaient montrer au

peuple que Mzee avait souvent mis en garde contre les complots des hommes de l'ancien pouvoir néocoloniaux, décidés à éliminer le peuple du pouvoir.

Dans ces circonstances, la décision de maintenir la structure organisationnelle des CPP devait s'imposer d'emblée à tout nationaliste convaincu.

Bien sûr, les CPP devaient opérer maintenant sous un tout autre statut. Ils ne pouvaient plus être des organes de l'Etat, puisque à Pretoria l'Etat néocolonial était à nouveau imposé par les Américains et Européens par l'intermédiaire des rebelles et mobutistes.

Le Directoire des CPP auraient donc du prendre la décision que les comités CPP des rues, des quartiers et des communes continuaient leur travail d'encadrement des masses, adoptant maintenant le statut d'organisations politico-sociales d'éducation populaire et de développement local.

La restauration du néocolonialisme devait nécessairement avoir comme conséquences un appauvrissement des masses populaires, l'exclusion du peuple de la gestion politique et une explosion de vols, de détournements, d'opérations frauduleuses de la part des politiciens "nouveaux" de la bourgeoisie bureaucratique et compradore renouvelée, etc.

Les CPP, transformés en structures sociales et politiques privées, devaient dénoncer avec virulence la restauration néocoloniale pour mieux faire comprendre la justesse de la ligne que Mzee avait indiquée.

En 2005, même les puissances impérialistes qui ont imposé l'Accord Global et Inclusif, sont arrivés à la conclusion que le régime "1 + 4" est le plus corrompu que le Congo a jamais eu. Le peuple est complètement déçu de la classe politique "post-kabiliste" qui s'occupe essentiellement de son propre enrichissement, qui laisse s'enfoncer le pays dans l'abîme et qui plonge la population dans la misère et le désespoir...

Les CPP, maintenus comme organisation politique de masse, auraient pu maintenir la flamme nationaliste et la détermination de reconquérir le pouvoir populaire.

Il n'est pas trop tard pour tirer les leçons des trahisons et des échecs.

Tous les nationalistes, à quel parti ou groupe ils appartiennent, peuvent s'unir dans une organisation souple que nous appelons "**le Courant Lumumba - Mulele - Kabila**". Cette structure pourra unir tous les cadres et militant(e)s qui sont conscients de la nécessité de former un Parti fidèle à l'héritage de Kabila, de Mulele et de Lumumba et qui veulent rassembler à nouveau les cadres et militants de la guerre de libération comme ceux des CPP des quartiers, des communes et des instituts supérieurs.